

Dans ce numéro

Au Burkina Faso, une vingtaine de morts après une attaque djihadiste présumée près de la frontière togolaise...

(Page 2)

En Allemagne, arrestation d'un employé de la Bundeswehr accusé d'espionnage au profit de la Russie...

(Page 3)

Pékin annonce avoir arrêté un de ses ressortissants accusé d'espionnage au profit de la CIA...

(Page 4)

Kim Jong-un appelle à intensifier la préparation à la guerre...

(Page 5)

De nouveaux accords auraient été conclus entre le producteur turc de drones Baykar et l'Arabie saoudite...

(Page 6)

L'Allemagne envisagerait de livrer des missiles de croisière à l'Ukraine...

(Page 7)

FORMULATION DES ARTICLES

Les textes sont des relevés d'écoute radio ; la formulation est donc celle du média cité.

Nous ne corrigeons que quelques fautes mineures de langue française. Les titres, par contre, sont de la rédaction.

En Ukraine, le recrutement de soldats gangréné par un vaste système de corruption...

En Ukraine, un système de corruption gangrène le recrutement des soldats. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a limogé tous les responsables qui étaient jusque-là chargés de ce recrutement militaire à travers le pays. Contre de l'argent ou d'autres avantages, un conscrit pouvait échapper à son enrôlement dans l'armée. Le président ukrainien parle aussi de transport illégal de conscrits vers l'étranger alors que les hommes de 18 à 60 ans ne sont pas autorisés à quitter l'Ukraine pour se tenir prêts en cas de mobilisation. La corruption gangrène l'Ukraine bien au-delà de l'armée et c'est un des vastes chantiers de l'Ukraine en vue de son adhésion à l'Union européenne. Au début de l'année, une vaste affaire de détournements avait provoqué des démissions en cascade dans le monde politique et judiciaire.

(Deutsche Welle, le 11-08-2023)

Vers un doublement des effectifs de l'armée polonaise déployés à la frontière avec le Biélorussie...

La Pologne va doubler le nombre de soldats à sa frontière avec le Belarus. Depuis que les mercenaires de Wagner ont posé leurs valises de l'autre côté de la frontière, Varsovie craint des attaques. 2 000 soldats devraient renforcer la frontière avec le Belarus, une zone sous étroite surveillance depuis l'arrivée de Wagner et notamment avec les récentes manœuvres des mercenaires à quelques kilomètres de la frontière polonaise. Pourtant, à Varsovie, le Parti national conservateur au pouvoir dit ne pas craindre un affrontement direct avec les mercenaires russes. Il craint plutôt qu'ils aident les autorités biélorusses à faire traverser les réfugiés du côté polonais, des passages orchestrés par le régime de Lukachenko depuis plusieurs années maintenant. Surtout que, selon les gardes-frontières polonais, il y a de plus en plus de passages à la frontière ces dernières semaines. Ils seraient 4 000 à avoir tenté d'entrer en Pologne le mois dernier et près de 19 000 depuis le début de l'année, déjà plus que tout 2022. C'est dans ce contexte de sécurité et d'immigration que Varsovie renforce sa frontière.

(Radio Vatican, le 10-08-2023)

Des navires philippins accusés par Pékin d'être entrés illégalement dans les eaux chinoises...

L'ambassadeur chinois à Manille a été convoqué aujourd'hui après les tirs des gardes-côtes chinois au canon à eau sur des navires philippins ce week-end en mer de Chine méridionale, dans une zone contestée entre les deux pays. Pékin affirme avoir pris les mesures nécessaires contre des bateaux philippins qu'elle accuse d'être rentrés illégalement dans ses eaux. Britanniques, Australiens, Européens ont exprimé eux leur inquiétude. Les Canadiens ont condamné les agissements de la Chine, le Japon les considérant totalement inacceptables.

(Radio Vatican, le 07-08-2023)

... TERRORISME ...

Trois terroristes présumés neutralisés par les forces de sécurité turques dans le nord de l'Irak...

Les forces de sécurité turques ont neutralisé trois terroristes du PKK dans le nord de l'Irak près de la frontière turque, dans le cadre de l'opération *Griffe-Serrure*, a annoncé vendredi le ministère turc de la Défense nationale. Les terroristes ont été ciblés dans la région du nord de l'Irak au cours d'une opération aérienne a indiqué un communiqué du ministère. Cette opération fait suite à la mort de six soldats turcs mercredi lorsque des terroristes du PKK ont ouvert le feu contre les forces turques dans le nord de l'Irak où la Turquie a lancé l'opération *Griffe-Serrure* en avril 2022 pour déloger les terroristes qui se réfugient dans la région frontalière. Le nombre de terroristes neutralisés dans la région depuis jeudi est passé à sept. Plus tôt, des sources du ministère ont indiqué que des opérations à grande échelle se poursuivent dans la région à la suite des attaques terroristes menées mercredi. Au cours de sa campagne terroriste de plus de 35 ans contre la Turquie, le PKK - désigné comme une organisation terroriste par la Turquie, les États-Unis et l'Union européenne - a été responsable de la mort de plus de 40 000 personnes, dont des femmes, des enfants et des nourrissons.

(La voix de la Turquie, le 12-08-2023)

Dix-sept morts après deux attaques djihadistes dans le centre du Mali...

Au Mali, deux attaques attribuées à des terroristes - ce sont les termes des autorités locales - ont été menées près de Bandiagara, dans le centre du pays. Dix-sept personnes, dont cinq chasseurs traditionnels Dozos, ont été tuées. Jeudi dernier, plusieurs soldats maliens ont été tués dans une embuscade de djihadistes affiliés à l'État islamique près de la région de Ménaka.

(Radio Vatican, le 08-08-2023)

L'embuscade de la semaine dernière ayant coûté la vie à seize militaires maliens revendiquée par le groupe État islamique...

Au Mali, c'est bien l'organisation de l'État islamique qui a mené l'attaque la semaine dernière près de Ménaka. L'EI a revendiqué hier cette embuscade dans laquelle ont péri seize militaires maliens. Des dizaines d'autres ont été blessées au cours des échanges de tirs. Les djihadistes ont pu s'emparer de quatre véhicules, de munitions et d'armes, dont des lance-roquettes. L'armée malienne n'a pour le moment pas commenté cette attaque.

(Radio Vatican, le 09-08-2023)

Au Burkina Faso, une vingtaine de morts après une attaque djihadiste présumée près de la frontière togolaise...

Au Burkina Faso, une vingtaine de personnes ont été tuées dans une attaque djihadiste présumée ont indiqué hier des sources sécuritaires et locales. L'attaque de dimanche dans la région du centre-est, près de la frontière togolaise, a tué une vingtaine de personnes, essentiellement des commerçants, a indiqué une source sécuritaire, tandis qu'un commerçant a annoncé un bilan de vingt-cinq morts et une douzaine de blessés. Jeudi, une précédente attaque avait visé plusieurs dizaines de véhicules transportant des marchandises selon la même source sécuritaire.

(La voix de l'Amérique, le 08-08-2023)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Les services ukrainiens annoncent avoir déjoué une attaque russe visant le président Volodymyr Zelensky...

Les services de sécurité ukrainiens (SBU) ont dit lundi avoir arrêté une femme accusée d'avoir aidé la Russie à préparer une attaque contre le président Volodymyr Zelensky pendant une visite à Mykolaïv, dans le sud de l'Ukraine. Dans un communiqué, le SBU a déclaré avoir interpellé une informatrice des services secrets russes qui recueillait des renseignements sur la visite prévue du président dans la région de Mykolaïv, proche de la ligne de front, en vue d'une attaque aérienne massive. Selon la même source, cette femme qui travaillait dans un magasin sur une base militaire a tenté d'établir l'heure et la liste des lieux de l'itinéraire provisoire du chef de l'État dans la région. Le SBU a diffusé une photo floutée de cette femme, détenue par des agents, ainsi que des messages téléphoniques et des notes manuscrites concernant des activités militaires. Volodymyr Zelensky a souligné lundi sur la messagerie *Telegram* que le SBU l'avait informé de cette tentative d'attaque et tenu au courant de la lutte contre les traîtres en Ukraine. Le président ukrainien a visité la région de Mykolaïv en juin après la rupture du

barrage de Kakhovka, qui a provoqué l'inondation de larges parties du sud de l'Ukraine, et fin juillet après des bombardements meurtriers. Dans son communiqué, le SBU précise avoir pris des mesures de sécurité supplémentaires pour la visite de Volodymyr Zelensky, mais n'avoir pas immédiatement arrêté la femme, afin d'obtenir de nouvelles informations sur ses « parrains russes » et les tâches qui lui étaient assignées. Selon le SBU, elle a notamment cherché à obtenir des renseignements sur l'emplacement des systèmes de guerre électronique et des entrepôts de munitions ukrainiens, puis a été arrêtée en flagrant délit pendant qu'elle tentait de transmettre ses informations aux services secrets russes. Elle est accusée de diffusion non autorisée d'informations sur les mouvements d'armes et de troupes et risque jusqu'à douze ans de prison ont précisé les services de sécurité. La justice ukrainienne annonce régulièrement l'arrestation de personnes habitant en Ukraine accusées de transmettre des informations pour aider l'armée russe.

(La voix de la Turquie, le 08-08-2023)

À Taïwan, identification d'un nouveau suspect dans le cadre d'une enquête pour espionnage au profit de la Chine...

Dans le cadre d'une enquête élargie sur un dossier d'espionnage pour le compte de la Chine populaire, dont les résultats ont été révélés il y a une semaine, le bureau des procureurs de l'armée a pu identifier un autre suspect, un chef de bataillon en exercice du nom de Ho au sein du commandement de la défense de Hualien-Taitung. Cet officier aurait fourni des informations classifiées à un chef de bataillon du nom de Hsiao, qui a pris sa retraite du Centre de formation en chimie, biologie, radiation et nucléaire de l'armée de terre en avril dernier. Le ministère de la Défense a affirmé aujourd'hui qu'il continuerait à coopérer étroitement avec les autorités judiciaires pour faire la lumière sur le dossier impliquant la sécurité nationale.

(Radio Taïwan international, le 09-08-2023)

En Allemagne, arrestation d'un employé de la Bundeswehr accusé d'espionnage au profit de la Russie...

En Allemagne, un salarié de l'armée a été arrêté pour espionnage au profit de la Russie. Il s'agit d'un Allemand employé dans le principal service informatique et logistique de la Bundeswehr, l'armée allemande, chargé notamment de la gestion des équipements militaires. L'homme est soupçonné de travailler pour un service de renseignement étranger a fait savoir le bureau du procureur fédéral dans un communiqué. Le suspect avait notamment offert ses services à l'ambassade de Russie à Berlin et au consulat de Russie à Bonn. Grâce à sa fonction, il avait potentiellement accès à des données précieuses sur le matériel militaire allemand.

(Deutsche Welle, le 10-08-2023)

C'est sur pression américaine que Imran Khan aurait été démis de ses fonctions de Premier ministre du Pakistan...

Les États-Unis ont fait pression pour que l'ancien Premier ministre pakistanais Imran Khan soit démis de ses fonctions en 2022 en raison de la politique de neutralité de son gouvernement sur la crise ukrainienne a révélé mercredi le magazine américain en ligne *The Intercept*. Le magazine a affirmé avoir obtenu un câble classifié du gouvernement pakistanais concernant un dialogue entre l'ambassadeur du Pakistan aux États-Unis de l'époque, Asad Majeed Khan, et le secrétaire d'État adjoint américain aux Affaires d'Asie centrale et du Sud, Donald Lu, le 7 mars 2022. Dans le câble envoyé au Pakistan, M. Lu avait exprimé son mécontentement envers la politique étrangère du gouvernement pakistanais dirigé par M. Khan et avait affirmé que le Pakistan ne serait pardonné par les États-Unis que si le Premier ministre était démis de ses fonctions par un vote de défiance au Parlement. « Je pense que si le vote de défiance contre le Premier ministre aboutissait, tout serait pardonné du côté de Washington. Dans le cas contraire, je pense que les choses seront difficiles » avait averti M. Lu. Selon des médias, le 27 mars 2022, M. Khan, alors Premier ministre pakistanais, s'était exprimé publiquement sur le câble lors d'un rassemblement politique à Islamabad, accusant les États-Unis de fomenter un complot visant à renverser son gouvernement. Quelques jours plus tard, il avait affirmé aux journalistes que le Pakistan considérait l'action des États-Unis comme une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de son pays. Le 10 avril 2022, l'Assemblée nationale pakistanaise, la chambre basse du Parlement, avait adopté une motion de défiance à l'encontre de M. Khan. Le 9 mai, M. Khan avait été arrêté par le Bureau national des comptes sous des accusations présumées de corruption et de pratiques frauduleuses. Le 5 août, il a été condamné à trois ans de

prison et à une interdiction d'exercer toute fonction publique pendant cinq ans.
(*Radio Chine internationale, le 11-08-2023*)

Pékin annonce avoir arrêté un de ses ressortissants accusé d'espionnage au profit de la CIA...

La Chine a déclaré vendredi avoir récemment découvert une affaire d'espionnage au profit de la CIA impliquant un ressortissant chinois du nom de Zeng qui a fourni des informations secrètes essentielles contre de l'argent. « Après une enquête minutieuse, l'autorité de sécurité de l'État a obtenu des preuves des activités d'espionnage de Zeng et, conformément à la loi, a pris des mesures coercitives à son encontre en temps opportun » a déclaré le ministère de la Sécurité de l'État de Pékin dans un communiqué publié en ligne. Aucun détail sur la sanction infligée à Zeng n'a été rendu public. Le communiqué précise que Zeng, âgé de 52 ans, avait été envoyé en Italie pour ses études, où il s'était lié d'amitié avec un agent de la CIA en poste à l'ambassade des États-Unis à Rome. Cet agent a convaincu Zeng de fournir des informations sensibles sur l'armée chinoise en échange d'une « énorme compensation » et d'une aide pour que Zeng et sa famille puissent s'installer aux États-Unis, selon le communiqué. Zeng aurait signé un contrat avec la partie américaine et reçu une formation avant de retourner en Chine pour y mener des activités d'espionnage. L'affaire a rapidement fait l'objet d'une grande attention en Chine et s'est retrouvée en tête des sujets les plus consultés et commentés sur le site de médias sociaux chinois *Weibo* vendredi matin. La révision par Pékin de sa loi anti-espionnage a effrayé de nombreuses entreprises américaines ayant des activités en Chine, à l'heure où les relations entre les deux pays continuent de se dégrader. En vertu de ces modifications, le fait de s'appuyer sur des organisations d'espionnage et leurs agents, ainsi que l'obtention non autorisée de documents, données, matériaux et articles liés à la sécurité et aux intérêts nationaux, peuvent constituer un délit d'espionnage. Les changements ont suscité des inquiétudes légitimes quant à la conduite de certaines activités commerciales de routine, qui risquent désormais d'être considérées comme de l'espionnage » a écrit Craig Allen, président de la Chambre de commerce sino-américaine, dans un récent blog. « La confiance dans le marché chinois souffrira davantage si la loi est appliquée fréquemment et sans lien clair, étroit et direct avec les activités universellement reconnues comme de l'espionnage » a écrit M. Allen.

(*La voix de la Turquie, le 11-08-2023*)

En Turquie, dix-sept personnes accusées d'appartenir à un réseau d'espionnage lié au Mossad israélien...

Samedi 12 août, le site web *Star* a cité l'organisation de renseignement de Turquie, faisant part de l'achèvement de l'enquête sur les membres d'un réseau d'espionnage du régime israélien affilié au Mossad, à Istanbul. Selçuk Küçükkaya, l'un des principaux agents de ce réseau, qui travaillait sous la couverture de détective privé pour le Mossad, a été arrêté lors d'une opération menée par le service de renseignement de Turquie. Le site web turc a également annoncé qu'un autre agent de ce réseau, avec le nom de code Taner Sezgin, espionnait une entreprise et vingt-trois personnes ayant des relations commerciales avec la République islamique d'Iran. Tanner Sezgin, principal opérateur de ce réseau d'espionnage israélien, a travaillé pour le Mossad de 2018 à 2022. Un acte d'accusation a été émis contre dix-sept accusés du réseau d'espionnage du Mossad, dont six ont été inculpés d'espionnage politique et militaire et condamnés à quinze ans de prison par le bureau du Procureur général d'Istanbul. Küçükkaya, ayant les noms de code José Satia, Thomas Alfonso et Raul, a travaillé avec le Mossad et des putschistes fugitifs, en Turquie entre 2018 et 2020, à Vienne en Autriche, et à Rome en Italie. Küçükkaya espionnait en échange de 90 000 euros fournis par le Mossad en espèces ou en monnaie numérique. Il y a un mois et demi, les médias turcs ont rapporté que les membres d'un réseau d'espionnage israélien, qui espionnaient des citoyens et des entreprises affiliés à la République islamique d'Iran à Istanbul, avaient été arrêtés par les services de renseignement. Les espions ont été accusés de divulguer des informations confidentielles, gouvernementales et militaires au Mossad à des fins politiques ou secrètes. Dans ce droit fil, le journal turc *Sabah* a rapporté que Küçükkaya et son équipe ont commis le crime d'espionnage politique en divulguant des informations confidentielles au Mossad, ce qui a mis en danger les intérêts de la Turquie. Le journal *Sabah* a présenté Jenak B, Amreh B, Çengiz Ç, Ayhan Ş comme étant d'autres agents de ce réseau d'espionnage, rapportant que ces derniers ont été arrêtés et envoyés en prison pour espionnage politique et militaire et la divulgation d'informations confidentielles.

(*Press TV, le 12-08-2023*)

Plusieurs milliers de militaires américains pour renforcer la capacité maritime de la Ve Flotte...

Plus de 3 000 marins et *marines* américains ont été déployés en mer Rouge, au Moyen-Orient, à bord de deux navires de guerre américains a annoncé lundi la marine des États-Unis, quelques semaines après que le département de la Défense ait déployé des ressources militaires supplémentaires pour le détroit d'Ormuz en réponse à ce que Washington a qualifié de menaces posées par l'Iran. Ces militaires appartiennent au Groupe de préparation amphibie *Bataan* et à la 26e Unité expéditionnaire de la marine (MEU) a indiqué le Commandement central des forces navales américaines (USNAVCENT) dans un communiqué. Ils sont arrivés dimanche dans la région à bord du navire d'assaut amphibie *USS Bataan* et du navire de débarquement *USS Carter Hall* après avoir transité par le canal de Suez. « Les unités *Bataan* ARG/26e MEU apportent à la région des moyens aériens et navals supplémentaires, ainsi que davantage de *marines* et de marins américains, offrant une plus grande flexibilité et une plus grande capacité maritime à la Ve Flotte américaine » explique le communiqué. Basée à Bahreïn, la Ve Flotte est sous le commandement de l'USNAVCENT et opère dans une zone qui couvre le Golfe, le golfe d'Oman, la mer Rouge, certaines parties de l'océan Indien et trois points d'étranglement critiques : le détroit d'Ormuz, le canal de Suez et le détroit de Bab Al-Mandeb, selon le communiqué.

(*Radio Chine internationale, le 08-08-2023*)

Vers une augmentation considérable des effectifs de la police militaire taïwanaise...

L'agence de presse taïwanaise *CNA* a aujourd'hui cité une source militaire pour annoncer qu'un nouveau bataillon de police militaire serait prochainement stationné dans le sud de Taipei afin de renforcer la protection du président et des autres hauts dirigeants taïwanais et celle des infrastructures stratégiques. Une information qui n'a été ni confirmée ni commentée par le ministère de la Défense taïwanais. Cette nouvelle unité constituerait, toujours selon cette même source, le 6e bataillon de police militaire stationné à Taipei sous l'autorité du 202e commandement de police militaire. Le lieu exact de stationnement de la future garnison n'aurait toutefois pas encore été décidé. Le commandement de la police militaire de Taïwan commencerait, toujours selon cette information, à augmenter ses effectifs à partir de janvier 2024 pour atteindre les 10 000 contre 5 000 actuellement. Cinq bataillons sont déjà présents à Taipei, dont le 211e et le 332e, qui sont responsables respectivement de la protection du président et du vice-président. L'affirmation intervient quelques mois après que *CNA* a cité une source militaire pour déclarer que Taïwan allait doubler les effectifs de sa police militaire au cours des prochaines années face à l'intensification de la menace militaire chinoise.

(*Radio Taïwan international, le 07-08-2023*)

Kim Jong-un appelle à intensifier la préparation à la guerre...

Selon les médias d'État nord-coréens, le dirigeant du pays, Kim Jong-un, a appelé à intensifier de manière offensive les préparatifs de guerre de l'armée. La télévision centrale coréenne a indiqué que Kim Jong-un avait assisté mercredi à une réunion générale de la Commission militaire centrale du Parti des travailleurs au pouvoir. Le dirigeant nord-coréen aurait signé un ordre écrit sur des mesures militaires importantes et appelé à des exercices pratiques utilisant les armes et équipements les plus récents. Cette réunion élargie s'est tenue pour la première fois depuis avril, lorsque Kim Jong-un avait examiné un plan d'opération offensive. Trois jours après la réunion, P'yongyang avait effectué le premier essai de tir d'un projectile qui serait un missile balistique intercontinental à combustible solide *Hwasong-18*. Selon les observateurs, cette dernière réunion a pour but d'envoyer un message aux États-Unis et la Corée du Sud en faisant allusion à de nouvelles provocations militaires. Les forces américaines et sud-coréennes ont prévu d'organiser des exercices militaires conjoints plus tard ce mois-ci.

(*Radio Japon international, le 10-08-2023*)

En Corée du Nord, Kim Jong-un a convoqué hier une nouvelle réunion élargie de la Commission militaire centrale du Parti des travailleurs. À en croire les informations relayées par les médias d'État locaux, la conférence s'est tenue afin de discuter des questions importantes visant à perfectionner la préparation de l'armée à la guerre face à la grave situation politique et militaire dans la péninsule. Selon le dirigeant suprême, l'essentiel est que l'armée intensifie sa préparation afin de dissuader l'utilisation des forces militaires des ennemis et d'anéantir leurs attaques de différents types en cas de conflit. Dans la foulée, il a souligné la nécessité de posséder un plus grand nombre de moyens de

frappe et de les déployer au sein des troupes. L'homme fort de P'yongyang a en même temps ordonné l'organisation d'entraînements militaires et la production en masse d'armes. À noter que lors de cette assise, le chef d'état-major général de l'armée, Pak Su-il, a été limogé et le vice-maréchal Ri Yong-gil a été nommé à ce poste.

(KBS World Radio, le 10-08-2023)

Le chef d'état-major de l'armée nord-coréenne limogé par Kim Jong-un...

Un changement a été opéré au niveau de l'armée nord-coréenne. Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a limogé le plus haut général de l'armée. Il a également appelé à l'intensification des préparatifs de guerre selon les médias d'État ce jeudi. Lors d'une réunion tenue mercredi, Kim Jong-un a limogé le chef d'état-major Pak Su-il et l'a remplacé par le général Ri Yong-gil. Ce dernier a occupé ce poste à deux reprises auparavant et a également été ministre de la Défense du pays.

(Deutsche Welle, le 10-08-2023)

La Corée du Nord préparerait un nouveau défilé militaire...

La Voix de l'Amérique (VOA) a rapporté aujourd'hui que des centaines de véhicules se sont rassemblés sur un terrain vague d'un site d'entraînement, situé au nord de l'aéroport de Mirim à P'yongyang. La radio américaine s'est référée à des photos satellites prises mercredi par la société américaine Planet Labs. Dans cette zone, des engins et des forces militaires avaient été observés pendant la période de préparation de la cérémonie commémorant le jour de la signature du traité d'armistice, le 27 juillet, appelé Jour de la victoire en Corée du Nord. Après le défilé du mois dernier, toujours selon la VOA, le terrain était vide, mais, des véhicules ont recommencé à s'y réunir entre le 1er et le 4 août. Les médias officiels nord-coréens ont annoncé hier que la parade militaire des forces civiles aurait lieu le 9 septembre pour commémorer le 75e anniversaire de l'établissement du régime. Cela sera le troisième défilé de l'année, après celui pour le Jour de la fondation de l'armée, le 8 février, et celui pour le Jour de la victoire. Il est à noter que depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-un, jamais trois revues militaires n'ont été organisées dans la même année. Une parade militaire des forces civiles a déjà été organisée le 9 septembre 2021. Lors de cet événement, seules des armes traditionnelles ont été présentées, n'exhibant pas ainsi les armes stratégiques telles que les missiles balistiques intercontinentaux (ICBM). Il est probable que la prochaine cérémonie se déroule de la même manière.

(KBS World Radio, le 11-08-2023)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Kim Jong-un insiste sur l'importance des armes légères utilisées par l'armée nord-coréenne...

Le dirigeant nord-coréen s'est rendu, de jeudi à samedi derniers, dans plusieurs grandes usines d'armement et a souligné la modernisation des armes. C'est ce qu'a rapporté dimanche la KCNA, l'agence centrale de presse nord-coréenne. Selon elle, Kim Jong-un a inspecté des lignes de production de munitions pour des lance-roquettes multiples de très gros calibre, ainsi que des manufactures qui fabriquent des moteurs pour des missiles de croisière stratégiques et des véhicules aériens sans pilote et des transporteurs-érecteurs-lanceurs. Durant ses visites, l'homme fort de P'yongyang a mis l'accent sur les responsabilités et les obligations des établissements dans la préparation de l'armée pour une guerre. Il a aussi déclaré que le renouvellement des armes légères était la question la plus importante et la plus urgente dans les préparatifs de guerre, compte tenu de l'évolution de l'aspect des conflits. Le contrôle des usines est survenu alors que les manœuvres militaires conjointes Séoul-Washington, baptisées *Ulchi Freedom Guardian* (UFG), se dérouleront du 21 au 24 août. Le royaume ermite ne cesse de les critiquer vivement en les définissant comme un exercice de guerre pour l'invasion du Nord. Yang Moo-jin, professeur à l'université des études nord-coréennes, a indiqué que P'yongyang avait parlé de préparatifs de guerre mais il se concentrait plutôt sur la promotion et les exportations de ses armes vers la Russie.

(KBS World Radio, le 07-08-2023)

De nouveaux accords auraient été conclus entre le producteur turc de drones Baykar et l'Arabie saoudite...

Après le plus grand contrat d'exportation de défense et d'aérospatiale jamais conclu par la Turquie, signé entre le producteur turc de drones aériens sans pilote (UAV) Baykar et l'Arabie saoudite, de nouveaux accords ont été conclus. Baykar a récemment signé un accord de coopération et

d'exportation avec le ministère saoudien de la Défense pour le véhicule aérien de combat sans pilote (UCAV) *Bayraktar Akinci*. Il s'agit du plus important contrat d'exportation de défense et d'aérospatiale dans l'histoire de la République de Turquie. D'après les informations recueillies par *Anadolu*, le ministère saoudien de la Défense a organisé une cérémonie de signature pour un accord « d'indigénisation » de la production de drones à Riyad. Lors de cette cérémonie, les entreprises de défense turques Baykar, Aselsan et Roketsan ont signé de nouveaux accords avec des entreprises saoudiennes. Baykar a conclu des protocoles d'accord avec l'entreprise publique Saudi Arabian Military Industries (SAMI) pour la production locale et le transfert de technologie, tandis qu'Aselsan et Roketsan ont signé des protocoles d'accord avec la Saudi National Company for Mechanical Systems. Les PDG de Baykar, Haluk Bayraktar, d'Aselsan, Ahmet Akyol, et de Roketsan, Murat Ikinici, ont apposé leur signature sur ces accords lors d'une cérémonie qui s'est tenue en présence de Haluk Gorgun, président de l'Agence turque de l'industrie de la défense. Lors de son allocution durant la cérémonie, Bayraktar a exprimé sa satisfaction de ce moment important qui augure un nouveau chapitre pour le renforcement de la coopération entre les deux pays. Soulignant que les nations qui adoptent de nouvelles technologies n'en tirent pas seulement des avantages, mais renforcent également leurs liens avec leurs partenaires, il a assuré : « Nous avons partagé et continuerons de partager des technologies novatrices, y compris celles de *Bayraktar Akinci* ». Il a ajouté que *Bayraktar Akinci* n'est pas une arme ou un avion ordinaire, mais un robot intelligent volant équipé de dizaines d'ordinateurs, de dizaines de milliers de lignes de code et d'intelligence artificielle. Au nom de Baykar, Bayraktar a pris l'engagement de collaborer de manière hautement efficace pour assurer une mise en œuvre sans heurts du projet et pour fournir des services après-vente. Il a ajouté que les étapes nécessaires étaient également en cours d'examen avec les institutions saoudiennes, les organismes de régulation et l'industrie locale. Réaffirmant sa disponibilité à poursuivre le projet, Bayraktar a noté que ce projet ne constituait pas seulement une opportunité commerciale pour Baykar, mais également un pilier d'opportunités prometteuses en harmonie avec les intérêts nationaux. « Baykar est conscient de l'ampleur du projet et mobilise toutes ses capacités pour assurer une réussite qui annonce de nombreuses années de coopération stratégique » a-t-il déclaré, précisant que l'objectif est de veiller à ce que les bénéficiaires saoudiens finaux soient bien informés sur le concept de *Bayraktar Akinci*, et que l'ensemble de la flotte Bayraktar soit exploitée de manière efficiente, avec un accroissement des capacités de transfert. (*La voix de la Turquie, le 09-08-2023*)

L'Allemagne envisagerait de livrer des missiles de croisière à l'Ukraine...

Selon un rapport de presse, le gouvernement allemand examine comment l'Allemagne pourrait soutenir l'Ukraine avec des missiles de croisière. Selon des informations du magazine *Der Spiegel*, des discussions sont en cours à ce sujet entre le ministère de la Défense et l'industrie de l'armement. Le ministre de la Défense Boris Pistorius avait déjà déclaré début août qu'il n'excluait pas catégoriquement une livraison de *Taurus*, entre autres, son ministère aurait demandé au fabricant de programmer les missiles de croisière des stocks de l'armée allemande de manière à ce qu'ils ne puissent pas être utilisés pour attaquer le territoire russe. (*Deutsche Welle, le 11-08-2023*)

... CYBERESPACE ...

Des hackers chinois auraient infiltré les réseaux de défense classifiés du Japon...

Le quotidien influent américain *Washington Post* affirme que des pirates informatiques militaires chinois ont compromis les réseaux de défense classifiés du Japon il y a trois ans. Le *Washington Post* a révélé lundi la violation présumée de la cybersécurité du Japon par l'armée chinoise, citant des sources au Japon et aux États-Unis. Le rapport affirme que les cyberespions de l'Armée populaire de libération se sont introduits dans les systèmes informatiques les plus sensibles du Japon. Il dit également que les pirates avaient un accès profond et persistant et semblaient rechercher tout ce sur quoi ils pouvaient mettre la main : plans, capacités et évaluations des lacunes militaires. L'Agence de sécurité nationale des États-Unis aurait découvert la brèche. Le conseiller adjoint à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche et d'autres hauts responsables américains se sont rendus à Tokyo pour informer le ministre japonais de la Défense. Ils ont décrit les violations de la Chine comme l'un des piratages les plus dommageables de l'histoire moderne du Japon. L'administration du président américain Joe Biden a été informée en janvier 2021 que des espions chinois avaient toujours accès aux réseaux de défense japonais et que les mesures prises par le Japon n'étaient pas suffisantes. En novembre de la même

année, un haut responsable de la Maison-Blanche chargé de la cybersécurité est venu au Japon pour discuter avec des responsables du pays de la réponse à donner aux pirates chinois.
(Radio Japon international, le 08-08-2023)

Un hôpital israélien cible d'une cyberattaque au rançongiciel...

L'hôpital Mayanei HaYeshua de Bnei Brak, près de Tel-Aviv, a été la cible d'une cyberattaque dans la nuit de lundi à mardi. Selon les informations transmises, les systèmes informatiques de l'établissement ont été désactivés, mais le matériel médical n'a apparemment subi aucun dommage. Des équipes du ministère de la Santé et du National Cyber System se sont rendues à l'hôpital afin de régler l'incident au plus vite. D'après une enquête préliminaire, il s'agit d'une attaque contre rançon (*ransomware*). La directrice de l'hôpital, le Dr Dorit Tex Manova, a affirmé que les soins aux patients hospitalisés n'avaient pas été affectés par la cyberattaque et que seuls des systèmes administratifs avaient été touchés. Elle a toutefois demandé à ce que les patients ne se rendent pas aux urgences de l'établissement et que ceux ayant un rendez-vous pour une consultation ou un examen le reportent. Au cours du dernier trimestre, les hôpitaux israéliens ont subi une moyenne de 810 cyberattaques par semaine, soit une hausse de 30%. En Israël comme ailleurs, le secteur de la santé est l'un des plus touchés par ce fléau.
(I24News, le 08-08-2023)

La Commission électorale britannique annonce avoir été victime d'une cyberattaque...

Au Royaume-Uni, la Commission électorale a été visée par une cyberattaque. L'organe qui supervise les élections du pays a annoncé dans la journée avoir été victime d'une cyberattaque de la part d'acteurs hostiles qui ont eu accès à son système pendant plus d'un an. Selon la Commission électorale britannique, la cyberattaque a été identifiée en octobre 2022 après la détection d'une activité suspecte sur ce système. Après le referendum sur le Brexit en 2016 et lors des élections législatives en 2017, les autorités britanniques avaient soupçonné la Russie d'avoir tenté d'influencer le scrutin. Toutefois, il reste très difficile d'utiliser une cyberattaque pour influencer le processus démocratique au Royaume-Uni, a rassuré la commission électorale.
(Deutsche Welle, le 08-08-2023)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris - 01 53 53 15 30